

Cependant, nous avons bien précisé que la résolution ne fournit à personne, dans ce camp-ci, le moindre prétexte d'agir imprudemment et follement ni à personne, dans l'autre camp, le moindre prétexte de refuser de négocier la cessation des hostilités ou un règlement pacifique du problème. Et pourquoi? C'est le délégué de l'Inde aux Nations Unies qui disait (et le député de Rosetown-Biggan (M. Coldwell) le répétait hier): « Maintenant qu'on les a traités d'agresseurs, comment peut-on espérer qu'ils consentent désormais, à négocier? » Mais voilà deux ou trois mois qu'eux nous traitent d'agresseurs, nous des Nations Unies, ce qui ne les a nullement empêchés de chercher à négocier avec nous, en posant leurs propres conditions, il est vrai. Ils ne semblent pas croire le moins du monde que nous ne devrions pas négocier avec eux parce qu'ils nous ont traités d'agresseurs en termes particulièrement fort peu civils et même discourtois. C'est pourquoi j'ai confiance — j'espère que mon optimisme n'est pas injustifié — qu'à l'adoption de notre résolution ne succéderont pas les conséquences catastrophiques qu'en toute sincérité certains redoutent.

Nous ne croyons pas qu'en adoptant cette résolution nous nous soyons désormais interdit toute négociation, ni que le gouvernement de Pékin puisse trouver prétexte à interpréter dans ce sens notre décision. On me permettra d'exprimer ici un sentiment que j'exprimais aux Nations Unies avant de rentrer à Ottawa. Quoi qu'il advienne de cette résolution, qui figure désormais aux statuts des Nations Unies, j'espère que se poursuivront les efforts en vue d'un « cessez le feu », la discussion et le règlement pacifique du conflit, grâce aux rouages prévus par la résolution de façon que prenne fin la guerre de Corée et que soient supprimées les causes de guerre dans les autres régions de l'Asie.



LE GÉNÉRAL EISENHOWER À OTTAWA

Photo: Défense nationale

Le général de l'Armée Dwight D. Eisenhower, nouveau commandant suprême des forces atlantiques en Europe, a fait à Ottawa le 27 janvier une visite au cours de laquelle il a conféré, au sujet des problèmes qui se posent aux nations signataires du Traité de l'Atlantique-Nord, avec les chefs d'état-major du Canada. De gauche à droite: le vice-amiral H. T. Grant; le lieutenant-général Charles Foulkes; le général Eisenhower; le maréchal de l'Air W. A. Curtis.

Peau
de l
pour
était
crise
s'il
niste
ce r
nég
rieu
fais
sem
chin
fit a
le C
arra

au

R

P

é

se

F